

legioni di Pompeo nell'82 a.C. sarebbero alla base del mancato recupero dei ripostigli di una Quinta e di una Sesta Fascia monetale, con l'aggiunta però dell'aggravante data dalle incursioni di pirati, come quelle verificatesi fra il 74 e il 71 a.C., e da altre sollevazioni schiavili nelle campagne nella seconda metà degli anni settanta del secolo (Settima Fascia monetale), che confermano – come sottolinea l'autore (p. 90) – lo scetticismo ciceroniano a proposito di un'affermazione di Verre sulla scomparsa di tali episodi dall'isola (*in Verr.* V 4, 9). La cronologia di questi e degli altri ripostigli analizzati nel libro è stata aggiornata o rettificata sulla base di Crawford (*RRC* e *RRCH*). Quattro tesoretti di denarii repubblicani e uno di bronzi da Megara Iblea costituiscono l'Ottava Fascia monetale che coincide col periodo del secondo triumvirato e con le azioni di Ottaviano contro Sesto Pompeo fra il 43 e il 36 a.C. Il ripostiglio numero 76, di provenienza imprecisata, (*RRCH* 435) comprende numerose monete contromarcate probabilmente per verificare che non fossero suberate; Manganaro pensa a un risparmiatore vittima questa volta di un'incursione delle truppe di Lepido in una zona controllata dai pompeiani nei dintorni di Palermo. L'ultimo capitolo (p. 105-115) affronta gli anni di transizione tra la repubblica e il principato e la situazione della Sicilia augustea (31 a.C.-14 d.C.): provincia pacifica come è appunto confermato dalla scarsità dei ripostigli ascrivibili a questo periodo storico, ma non tanto perché la gente non avesse avuto necessità di conservare il proprio denaro in un luogo sicuro, quanto piuttosto perché lo aveva potuto tranquillamente recuperare. Un solo tesoretto di 318 denari infatti rappresenta la Nona Fascia monetale che si chiude con emissioni dei Cesari Caio e Lucio, in analogia con altri ritrovamenti nell'area mediterranea (*RRCH* 521-549), cosa che ha indotto l'autore a postulare che una vasta pandemia si sarebbe potuta verificare nei primi anni d.C., lasciando il segno in questa brusca cesura del circolante occultato. Le tavole riportano in bianco e nero buone riproduzioni fotografiche di gran parte delle monete (o dei loro calchi) comprese nei ripostigli analizzati. Chiudono il volume un succinto indice dei nomi (p. 169) e un utile elenco dei luoghi di rinvenimento (p. 170). Questo lavoro, frutto di un impegno durato "cinque lustri" (p. 13) da parte di uno dei maggiori Maestri delle Scienze dell'Antichità, oltre a configurarsi come un'attenta analisi storica e una puntuale *mise à jour* delle vicende occorse in questi due secoli di storia della Sicilia antica si presenta come un esemplare saggio di metodo: una proficua e illuminante fruizione dei dati numismatici duplice nel suo essere attenta sia alle singole emissioni sia ai ripostigli in sé come indicatori sociali, ulteriormente valorizzata e completata da una lettura in parallelo con tutte le altre fonti disponibili.

Stefano STRUFFOLINO

Roman V. LAPYRIONOK, *Der Kampf um die Lex Sempronia agraria. Vom Zensus 125/124 v. Chr. bis zum Agrarprogramm des Gaius Gracchus*. Bonn, Habelt, 2012. 1 vol. 14,5 x 21 cm, 160 p. Prix : 15 €. ISBN 978-3-7749-3795-6.

Dans ce livre, R. Lapyrionok entreprend l'étude de la législation agraire de C. Gracchus. Après être revenue sur les problèmes posés par les sources, la brève introduction offre un rapide panorama de la situation économique de Rome dans les années 120. Ce panorama est des plus classiques : de la destruction de l'économie

rurale traditionnelle, par l'économie des *uillae*, à la baisse du nombre de mobilisables entraînant des difficultés de recrutement. Dans la lignée de ces propos, le premier chapitre présente la situation précédant l'action de C. Gracchus, en particulier le problème de la baisse effective ou non de citoyens mobilisables, ainsi que le fait que le premier problème à régler pour les successeurs de Ti. Gracchus était celui du recrutement. Les chiffres du cens de 125-124 avant J.-C. sont au cœur de la démarche puisque ces chiffres, jugés fiables par l'auteur, sont plus élevés que ceux des cens précédents (75 913 citoyens supplémentaires). Après avoir exposé les théories élaborées pour rendre compte de ces variations, R. Lapyrionok indique que ces chiffres ne peuvent s'expliquer par les distributions agraires gracquiennes, car la terre distribuée ne devint propriété privée qu'avec la *lex agraria* de 111. Dès lors, la seule explication plausible à cette augmentation lui semble être un abaissement des qualifications censitaires minimales, ce qu'il explique en revenant de façon minutieuse sur les chiffres du cens et sur ce qu'ils recouvrent, notamment en discutant les thèses de P. Brunt et en remontant au III^e siècle. Il conteste aussi les analyses récentes de L. de Ligt qui, à rebours des théories traditionnelles, explique ces chiffres du cens par une augmentation continue de la population durant le II^e siècle. Toutefois, la principale preuve que R. Lapyrionok oppose à L. de Ligt se résume au fait que les sources littéraires attestent l'existence d'une telle crise de peuplement. Cette argumentation ne tient malheureusement pas assez compte de nombreux travaux récents, notamment archéologiques, qui sont à peines traités à la p. 45 et qui fournissent des arguments solides aux études démographiques de L. de Ligt. R. Lapyrionok réaffirme donc l'historicité du tableau classique de la crise du II^e siècle (p. 47). À ce titre, les hasards du calendrier des publications font que deux ouvrages importants sont parus sur des thèmes proches, dont R. Lapyrionok ne put tenir compte alors qu'ils se détachent sensiblement de ses opinions : L. de Ligt, *Peasants, Citizens and Soldiers. Studies in the demographic history of Roman Italy 225 BC-AD 100*, Cambridge, 2012 et S.C. Hin, *The Demography of Roman Italy. Population Dynamics in an Ancient Conquest Society (201 BCE-CE 14)*, Cambridge, 2013. À la suite de ces premières analyses, le chapitre 2 porte sur la loi agraire de C. Gracchus. L'auteur y examine dans quelle mesure elle se différencie ou non des dispositions de son frère aîné, dispositions dont il rappelle qu'elles n'avaient pas été formellement abrogées. Il ressort de l'analyse des sources grecques et romaines à ce sujet que, à l'exception des *periochae* de Tite-Live, aucune source écrite n'attribue de loi agraire à C. Gracchus durant son premier tribunat de la plèbe. Il n'est fait mention que d'une loi concernant des colonies. L'argumentation est ici plus convaincante mais suppose, pour véritablement restituer la loi de C. Gracchus, d'évoquer la *lex agraria* de 111, source essentielle sur le sujet, particulièrement en raison de la clause d'exception contenue dans la loi, qui exclut certaines terres des distributions en faisant référence au plébiscite de C. Gracchus. C'est tout l'objet du chapitre 3. La reconstruction et l'interprétation de cette loi agraire de 111 a déjà fait l'objet de multiples travaux, en partie rappelés par R. Lapyrionok. Une discussion serrée des reconstructions possibles de cette clause d'exception lui permet de conclure qu'elle concernait les terres louées à des individus contre redevance, terres dont un type au moins peut être nommé avec quelque certitudes : l'*ager Campanus*. Ces deux chapitres lui permettent donc d'arriver à trois conclusions principales. Tout d'abord, la *lex agraria* mentionnée par Tite-Live était

une loi coloniale datant bien du premier tribunat de C. Gracchus. Elle créa une nouvelle commission agraire pour la fondation de colonie et la restitution d'anciennes colonies. Cette loi comportait une clause d'exception qui accordait une forme d'immunité à des portions du territoire, à l'image de l'*ager Campanus*. Enfin, les colons recevaient leurs terres comme *dominium ex iure Quiritium*. Le chapitre 4 ajoute à ces réflexions le problème des *viasiei vicaneive*, prévus par la loi de C. Gracchus. R. Lapyrionok estime, sur la base de la *lex agraria* de 111, qu'ils étaient de deux types : ceux issus d'une décision des triumvirs et ceux issus d'une décision du Sénat. R. Lapyrionok trouve une preuve de l'existence des seconds dans l'*elogium* de Polla et s'en sert pour voir dans ce deuxième groupe une volonté du Sénat de faire pièce à l'action des triumvirs et de s'attirer ainsi les faveurs du peuple. Cette argumentation repose ici sur des éléments moins tangibles car il n'existe guère d'attestation d'une telle volonté sénatoriale. L'ultime chapitre revient sur le sens de la *lex Rubria*, que l'auteur date bien du deuxième tribunat de C. Gracchus, et qui concernait la fondation d'une *colonia Iunonia* sur le territoire de Carthage. Ce court livre a donc le grand mérite de se concentrer sur l'action de C. Gracchus, souvent un peu moins traitée que celle de son frère. Il offre des analyses de détails intéressantes, particulièrement pour ce qui concerne les sources littéraires. Toutefois, s'il peut offrir un bon point de départ, il n'épuise nullement son objet, particulièrement pour le premier chapitre consacré aux aspects démographiques. Ici, les thèses récentes sur le sujet auraient sans doute mérité d'être discutées plus en détail, notamment celles des écoles hollandaises et anglaises.

Thibaud LANFRANCHI

Valentina ARENA, *Libertas and the Practice of Politics in the Late Roman Republic*. Cambridge, University Press, 2012. 1 vol. 16 x 23,5 cm, IX-324 p., 5 fig. Prix : 60 £. ISBN 978-1-107-02817-3.

Le livre de V. Arena pose la question de la liberté à Rome pour la période républicaine d'un point de vue, malgré le titre, essentiellement théorique, ce qui permet d'ouvrir sur des réflexions assez larges concernant la vie politique. L'introduction pose les bases de la réflexion, avec une définition de la liberté politique dans son rapport à la liberté du citoyen ; en s'appuyant sur les sources littéraires (discours de Cicéron, mais aussi les discours rapportés par Salluste, Plutarque et Dion Cassius), la définition pose la liberté en regard des pouvoirs extraordinaires de la république finissante, mais aussi face à la pratique du sénatus-consulte ultime et aux distributions de terres. Ces trois axes de la réflexion sont tenus fermement dans tout le livre et construisent l'ensemble de la démarche. Le premier chapitre approfondit la définition de base, qui oppose liberté et esclavage dans une dichotomie inévitable ; il s'agit ici d'une mise au point, claire, mais sans nouveauté. La liberté est définie comme le statut de non-domination. Cette base théorique est le code commun qu'on retrouve dans les textes, dans les symboles comme l'*Atrium Libertatis* et le *pilleus*, ainsi que sur les monnaies. Le deuxième chapitre avance sur ces bases, de manière également claire et réunit toutes les informations sur la liberté politique du citoyen, en examinant les droits des citoyens et le rôle des lois, particulièrement les *leges tabellariae*, dans le fonctionnement politique. Le troisième chapitre me semble à la fois plus riche et plus